

# Les partis agrariens en Europe centrale et orientale

Jean-Michel DE WAELE

## **Introduction**

L'objectif de ce texte n'est pas de décrire de façon exhaustive l'ensemble des partis politiques qui, depuis 1989, se sont réclamés de la mouvance agrarienne en Europe centrale et orientale. Cela serait une tâche impossible, vu le nombre de « micropartis » qui ont vu le jour dans la région.

Nous voudrions plutôt faire un bilan général de ce que représentent les partis agrariens aujourd'hui en Europe centrale et orientale et comprendre leurs parcours. Pourquoi dans certains cas jouent-ils un rôle politique non négligeable et remportent-ils des succès électoraux alors qu'ils ont disparu ailleurs ? Pourquoi certains sont-ils parvenus à récupérer l'héritage agrarien de l'entre-deux-guerres et d'autres pas ? Quelle a été l'influence du régime communiste sur ces formations ?

L'analyse des partis paysans et agrariens est riche d'enseignements pour cette région qui, durant l'entre-deux-guerres, constitua pour eux un terreau fertile : c'est là qu'ils furent les plus puissants politiquement et électoralement. Ils participèrent au pouvoir dans nombre d'Etats de la région. Des personnalités, telles que A. Stamboliiski, C. Coposu, W. Witos, A. Svelha, K. Ulmanis marquèrent la vie politique de leur pays et jouèrent parfois un rôle plus important, comme en témoigne la tentative de A. Stamboliiski de créer « une internationale verte ».

Avant d'analyser les ruptures et les continuités des partis agrariens dans la région, nous commencerons par dresser le tableau général.

Cet ouvrage comprend une série d'études de cas sur les pays d'Europe centrale (Bulgarie, Roumanie, République tchèque, Hongrie, Lettonie, Moldavie et un des mouvements agrariens polonais). Nous nous contenterons pour ces pays de résumer les éléments qui sont utiles pour notre analyse. Pour les autres Etats, nous nous concentrerons soit sur des cas méconnus, soit sur des cas importants pour notre analyse.

### Des trajectoires différenciées

En Albanie, un parti agrarien d'Albanie (Partia agrare e shqipërisë – PAS) se crée en 1991. Il participera aux élections en alliance avec les socialistes. Aux élections de 1997, il ne rallie que 0,65% des voix mais obtiendra néanmoins un élu direct au parlement. En 2001, il reçoit 2,6% des voix et trois sièges. En 2003, le parti change de nom et devient le parti environnementaliste agrarien (Partia Agrare Ambientaliste – PAA) <sup>1</sup>.

En 2005, le parti obtient 6,5% et quatre sièges. On constate donc une progression croissante de cette formation et son enracinement relatif puisqu'il est présent au niveau national et municipal depuis le début de la démocratisation albanaise. Peu de formations politiques ont réussi à résister à la bipolarisation de la vie politique albanaise, structurée entre les socialistes, héritiers du parti du travail d'Albanie qui a dirigé le pays durant la période communiste, et le parti démocratique représentant la droite. Les agrariens albanais furent dans un premier temps des alliés fidèles des socialistes et participèrent à plusieurs gouvernements, mais suite aux conflits avec le leader socialiste F. Nano, le mouvement se rapprochera des démocrates. Les agrariens participent aujourd'hui au gouvernement avec « la droite ». Ils seront ainsi un des rares mouvements à avoir participé au pouvoir avec les deux forces antagonistes du paysage politique albanais. Le président du PAA, L. Xhuveli fut, à partir de 1997, ministre quasi sans discontinuité, avec le portefeuille de l'agriculture d'abord, de l'environnement et des forêts ensuite. Le retournement d'alliance s'explique plus par la volonté de défendre l'accès au pouvoir et les ressources qu'il peut procurer que par une évolution politique ou idéologique du parti. Le changement de nom en 2003, l'ouverture aux problématiques environnementales procèdent de la même logique : tenter d'occuper des niches politiques qui lui permettront de marchander son soutien. Le programme du parti <sup>2</sup> approuvé en 2003 montre un profil idéologique peu marqué et des déclarations de principe très générales où les questions environnementales prennent une place importante. Le parti agrarien qui n'est jamais parvenu à être le représentant des campagnes albanaises, ni au nord, ni au sud du pays, pourrait tenter de se repositionner en tant que parti environnementaliste. Mais il devra faire face alors au parti vert albanais (Partia e Gjelber) qui bénéficie du soutien du parti vert européen.

La Lituanie constitue un autre cas intéressant. Durant l'entre-deux-guerres, le paysage politique était structuré autour de deux grands blocs, l'un de gauche et l'autre de droite, comportant chacun son aile agrarienne. Vu la part importante de population rurale, chaque bloc recevait un nombre important de suffrages issus des campagnes. Deux clivages se superposent : le clivage gauche/droite et le clivage laïc/religieux <sup>3</sup>.

Après avoir retrouvé son indépendance suite à la chute de l'Union soviétique, le paysage partisan lituanien est marqué par une fluidité importante qui se traduit par

<sup>1</sup> <http://www.paa-al.com/>.

<sup>2</sup> <http://www.paa-al.com/material/programi-eng.doc>.

<sup>3</sup> V. VARDYS et S. SEDAITIS, *Lithuania : the rebel nation*, Boulder, Westview press, 1977.

nombre de scissions, d'unifications et de reclassements politiques <sup>4</sup>. Dès août 1990, l'Union des paysans lituaniens (Lietuvos valstiečių partija – LVS) fut recréée, mais les premières élections démocratiques furent difficiles pour le mouvement agrarien. En 1992, il ne fit élire que deux députés et en 1996, il ne récolta que 1,7% des voix avec un seul député. En 2000, malgré ses 4,01%, il n'obtint à nouveau qu'un seul siège <sup>5</sup>.

De plus, le mouvement connut de nombreuses évolutions structurelles et idéologiques. En 1994, le parti des fermiers lituaniens (LVP) se transforme en parti des paysans lituaniens (LVS) avant de former une alliance électorale avec les partis de « la nouvelle démocratie » (ND/MP), qui provient lui-même entre autres du parti des femmes de Lituanie (LMP) créé par K. Prunskiene, le premier chef de gouvernement de la Lituanie postsoviétique.

A la fin de 2001, le ND/MP et le LVS signent un accord de fusion sous la direction de K. Prunskiene et forment l'Union des paysans et des nouveaux partis démocratiques (VNDS). En 2005, elle célébrera le centième anniversaire du parti historique dont elle décidera de reprendre le nom : l'Union populaire paysanne lituanienne (Lietuvos valstiečių liaudininkų sąjunga – LVLS) <sup>6</sup>.

Le parti va bénéficier de sa bonne implantation au niveau local. La personnalité connue et controversée de K. Prunskiene lui permet de prendre de l'importance au niveau électoral. Aux élections législatives de 2004, il obtient 6,6% et dix sièges. Il participera alors aux différents gouvernements en gérant trois ministères importants (agriculture, économie et affaires étrangères dans le gouvernement Kirkilas) et parviendra à attirer de nouveaux députés en conflit avec leur groupe parlementaire. Les agrariens avaient ainsi treize députés en 2008. Le LVLS défend le rôle de l'Etat dans l'économie et dénonce le coût social et le désengagement de l'Etat dans les zones rurales du pays où il obtient ses meilleurs scores. Son député européen siège dans le groupe eurosceptique « Union des nations pour l'Europe ».

En Estonie, le parti agrarien se nomme depuis 1999 l'Union du peuple estonien (Eestimaa Rahvaliit – ERL). Fondé en 1994 sous le nom de parti populaire rural estonien (EME), il absorbera en 2000 l'Union des campagnes estoniennes (EML) et le parti estonien des pensionnés et des familles (EPPE). En 2003, il sera rejoint par le parti de la nouvelle Estonie (EUS). Lors des élections législatives de 1999, les agrariens obtiendront 7,3% (sept sièges), en 2003, 13% (treize sièges) et en 2007, 7,1% (six sièges) <sup>7</sup>. Avant 1999, les agrariens participent à différentes coalitions électorales. Leur parcours est assez symptomatique de l'évolution du paysage politique estonien qui connaît après une période de grande fluidité, une stabilisation partisane relative. Les agrariens participeront à plusieurs gouvernements entre 1995 et 1999 et entre

---

<sup>4</sup> A. RAMONAITE « L'importance du clivage « communiste/anticommunistes » dans les démocraties post-communistes. Le cas de la Lituanie » in J.-M. DE WAELE (éd.), *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2004, p. 105-118.

<sup>5</sup> A. KRUPAVICIUS, « La Lituanie », in J.-M. DE WAELE et P. MAGNETTE (éd.), *Les démocraties européennes*, Paris, Armand Colin, 2008, p. 255-272.

<sup>6</sup> <http://www.lvls.lt/>.

<sup>7</sup> <http://www.erl.ee/>.

2003 et 2007. Les parlementaires agrariens ont parfois été nécessaires à la formation de coalitions gouvernementales stables.

Le parti a représenté longtemps les intérêts des anciens kolkhozes. Les transformations économiques rapides, les difficultés d'adaptation, l'inégalité croissante, l'écart de modernisation avec les villes vont faire naître un malaise dans les campagnes que le parti relayera avec des discours à connotation populiste. Il bénéficie d'anciens réseaux de mobilisation et de sociabilité dans les campagnes, mais reste absent des villes. Ainsi, il obtient lors des législatives de mars 2007 30,2% dans la circonscription rurale de Jogeva mais ne dépasse pas les 2% à Riga.

La Croatie possède aussi de profondes racines agrariennes. L'actuel parti paysan croate (Hrvatska seljacka stranka – HSS) se présente comme l'héritier du parti républicain paysan fondé en 1904. Il fut l'un des opposants les plus farouches à la politique de centralisation menée par le pouvoir serbe dans le Royaume des serbes, croates et slovènes et en Yougoslavie à partir de 1931. Fort de ses 58 députés, il refusa de siéger à la constituante et protesta contre la non-fédéralisation du nouvel Etat. Cela lui valut d'être interdit en 1924 après que son leader S. Raditch eut demandé le droit à l'autodétermination pour la Croatie. Celui-ci fut assassiné en plein parlement par un député monténégrin <sup>8</sup>. Rapidement, le parti fut interdit et ses leaders, arrêtés. La mort violente de S. Raditch le transforma en martyr aux yeux de l'ensemble des Croates et en fit le symbole de la résistance aux Serbes et de la défense des intérêts croates <sup>9</sup>. Nombre de courants politiques croates, de gauche comme de droite, tentèrent de récupérer son aura. Il reste l'un des hommes politiques les plus honorés du pays.

Durant la seconde guerre mondiale, le parti, après quelques hésitations, se rangea clairement du côté des partisans et subit la répression des oustachis. La vie politique croate fut, avec l'éclatement de la Yougoslavie et la guerre, marquée par la question nationale, ce qui retarda l'organisation des paysages politiques selon des clivages sociaux et politiques. La Croatie ne fit pas exception.

Le parti paysan se recrée en 1989. Il se présentera souvent en alliance avec d'autres formations de centre droite opposées au parti nationaliste de F. Tudjman. Le HSS <sup>10</sup> restera une formation de second plan mais réussit à animer plusieurs coalitions ou à jouer le rôle de parti pivot. En 1992, il obtient trois sièges, dix en 1995, en participant à une coalition de cinq partis ; en 1997, qui vit un raz-de-marée des nationalistes, le HSS est le deuxième parti avec neuf sièges. En 2000, le parti anime une coalition de centre droit de quatre partis qui obtient 16% et vingt-quatre sièges dont seize pour les agrariens qui participeront au pouvoir avec trois ministres. Le président du parti, Z. Tomic, devient le président du parlement. Cette coalition de centre gauche fut battue aux élections de 2003 où les agrariens se présentèrent seuls et obtiendront 7,15% des suffrages et dix sièges. Ils soutiendront l'investiture du gouvernement de droite tout en ne participant pas à celui-ci, jouant ainsi leur rôle de parti pivot. Aux élections législatives de 2007, le HSS forme une coalition « verte-jaune » avec entre autres des dissidents de la droite nationaliste et les sociaux libéraux, mais celle-ci obtient à

<sup>8</sup> H. BOGDAN, *Histoire des pays de l'Est. Des origines à nos jours*, Perrin, 1991, p. 298.

<sup>9</sup> I. GOLDSTEIN, *Croatia : a History*, London, Hurst and Co. 1999, p. 118.

<sup>10</sup> <http://www.hss.hr/>.

peine 6,5% des suffrages, c'est-à-dire moins que les agrariens seuls en 2003. Le parti affaibli participe cependant au gouvernement en gérant le tourisme et l'agriculture.

En Slovaquie, durant l'entre-deux-guerres, le mouvement agrarien slovaque est uni avec les agrariens tchèques. Ils sont néanmoins une composante mineure car, d'une part, ils ne possèdent pas la structuration ancienne de leurs collègues tchèques et, d'autre part, ils subissent la concurrence du parti populaire slovaque de Hlinka.

Après la chute du régime communiste, les agrariens slovaques furent divisés comme de nombreuses familles politiques en Europe centrale durant la première période de transformation politique. Tandis que l'Alliance des paysans et des campagnes (Spojenectvo poľnohospodárov a vidieka – SPV) dépose une liste aux élections de 1992, mais n'obtient que 2,5% des voix, le parti paysan de Slovaquie (Roľnícká strana Slovenska – RSS) et le Mouvement des paysans de Slovaquie (Hnutie poľnohospodárov Slovenska – HPS) qui représentaient pour la plupart les intérêts des coopératives agricoles, établissent en 1992 une coalition électorale avec le parti social-démocrate de Slovaquie (SDSS). Cette coalition a obtenu 4% des votes au Conseil national slovaque, 4,9% à la Chambre du Peuple de l'Assemblée fédérale tchécoslovaque et 6,1% dans la Chambre des Nations de l'Assemblée tchécoslovaque fédérale. En 1994, deux ans plus tard, le parti paysan de Slovaquie se présenta avec le HZDS, mouvement populiste, autoritaire, dirigé par le charismatique V. Meciar qui obtient 37,3%. Les agrariens ne furent qu'un partenaire mineur du HZDS, qui tentait de sortir de son isolement politique. Le RSS et le HPS fusionnèrent peu après dans le Nouveau parti agrarien (Nová agrárna strana – NAS) qui lui-même rejoignit le HZDS avant les élections de 1998.

Ainsi, la Slovaquie ne possède plus aujourd'hui de parti agrarien. Ceci ne doit pas nous amener à conclure à l'absence de clivage urbain/rural. La puissance de HZDS, la priorité donnée à la question nationale et enfin la défense de la démocratie libérale parlementaire face aux dérives autoritaires de V. Meciar empêcha, durant une décennie, la structuration d'un paysage politique organisé autour de clivages politiques et sociaux distincts. De plus, une analyse électorale fine démontre que le HZDS obtient ses meilleurs scores dans les campagnes et les petites villes, ce qui constitue une concurrence trop lourde pour une mouvance non structurée.

### **La Pologne : un cas emblématique**

La Pologne mérite une attention particulière. C'est, avec la Bulgarie, un bastion traditionnel des mouvements agrariens en Europe centrale. Il existe dans les deux pays de solides racines historiques et de puissants mouvements politiques durant l'entre-deux-guerres.

En 1921, la paysannerie représentait 72,3% de la population polonaise. Néanmoins, la mouvance « verte » sera affaiblie par ses divisions politiques consécutives à la diversité des traditions politiques émanant des différentes régions des anciens empires qui constituaient l'Etat polonais reconstitué. Il existait des intérêts divergents entre les paysans relativement prospères de la Pologne de l'Ouest, intéressés par la construction d'infrastructures et les paysans sans terre, qui exigeaient le démantèlement des immenses propriétés terriennes et une réforme agraire radicale.

L'unification du mouvement paysan sera difficile. Il se compose de deux formations politiques principales.

Le parti paysan « piast » (Stronictwo Ludowe « Piast » – PSL Piast) est le plus influent et le mieux organisé. Fondé en 1895 à Rzeszow en Galicie, il est historiquement le premier parti paysan polonais. Il joue le rôle de parti pivot dans les coalitions et son leader, W. Witos, sera trois fois Premier ministre. Membre de nombre de coalitions gouvernementales jusqu'en 1926, il tente surtout d'obtenir le maximum d'avantages pour les circonscriptions et les régions qu'il représente. Il défend à la fois une vision nationaliste mais s'oppose aussi aux grandes propriétés, même s'il essaiera toujours d'éviter des conflits qui diviseraient la nation. Il restera dans l'imaginaire collectif paysan comme le modèle de référence de parti de masse défendant les intérêts de la nation <sup>11</sup>.

L'autre parti, le parti paysans-libération (Stronictwo ludowe « Wyzwolenie – PSL-W) se situe nettement plus à gauche mais il est moins important et moins organisé que son concurrent. Fondé en 1915, dans la zone russe, il représente la tendance anticléricale du mouvement agrarien. Le parti « Libération » obtient l'essentiel de ses voix des paysans du Sud-est de la Pologne, dans les régions de Kilece et Lublin. C'est un parti qui se montrera aussi ouvert aux revendications des minorités nationales.

En 1931, les deux partis paysans s'unissent pour créer le parti paysan (Stronictwo Ludowe – SL) qui, sous la pression de ses militants, se radicalisera. Il totalise 120 000 membres en 1933 et 150 000 en 1937, ce qui lui permet d'être le parti politique polonais le plus important de la deuxième moitié des années trente.

Ces riches traditions n'ont pas été annihilées, comme dans nombre de démocraties populaires. A travers un des partis satellites, une partie de la mouvance agrarienne polonaise, en s'adaptant à la nouvelle réalité politique et économique, a maintenu des réseaux de sociabilité, une mémoire collective et une structure organisationnelle bien plus dense et forte que dans les autres démocraties populaires. Certes, le parti paysan unifié (Zjednoczone Stronictwo Ludowe – ZSL) ne disposait d'aucune liberté réelle, les élections n'étaient en rien démocratiques et les limites de son action et de son activité étaient strictes et contrôlées. Néanmoins, une structure réelle et vivante a subsisté. Le ZSL, qui avait pour mission d'encadrer la paysannerie, avait 420 000 membres en 1976. Il dispose d'une importante implantation locale. Il remplit une double fonction : il représente les intérêts de la paysannerie et il fait passer auprès de celle-ci les orientations politiques ou économiques du régime. Les limites fixées par le régime n'empêchent pas ses députés de proposer des mesures concrètes et précises visant à améliorer la condition de la paysannerie. De plus, sa présence dans chaque village et dans l'ensemble des rouages agricoles en fait un interlocuteur pour bien des habitants des campagnes. Durant les années 1970, sur les 171 724 élus locaux, 37 096 sont membres du parti paysan unifié.

Ainsi, quand le régime se transforme, il existe une structure puissante qui a, de façon complexe et contradictoire, tenté de prendre son autonomie par rapport

---

<sup>11</sup> J.C. SZUREK, « Résurgence de l'agrarianisme en Pologne (1980-1981) », in *Paysans et nations d'Europe centrale et balkanique : La réinvention du paysan par l'Etat en Europe centrale et balkanique aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Maisonneuve et Larose, p. 241.

au pouvoir en place lorsque la crise est devenue trop forte. De plus, la mouvance agrarienne se composait aussi de l'organisation « solidarité rurale » qui était la branche paysanne du syndicat d'opposition Solidarité. Il y eut ainsi tout de suite un clivage entre organisation rurale « anticommuniste » et « postcommuniste ». Comme l'ensemble du paysage partisan, la situation des agrariens fut particulièrement fluide et chaotique durant les premières années de la transition. Les partis naissent, se scindent, fusionnent et disparaissent rapidement. Dans chaque famille idéologique, plusieurs organisations se réclament du même label. La « famille » paysanne ne fit pas exception. Le processus d'unification fut long et complexe.

En mai 1990, deux des principales organisations agrariennes fusionnent : le parti paysan polonais (Wilanow), qui s'autoproclame continuateur de la mouvance agrarienne dirigée par W. Witos interdite sous le régime communiste et le parti paysan « renouveau ». Ce dernier était le produit de la mutation en novembre 1989 du parti paysan unifié, le parti satellite. Lors de ses congrès, ce parti avait parlé d'une « nouvelle naissance ». Le parti historique et le parti communiste s'unissent donc pour fonder le parti paysan polonais (Polskie Stronnictwo ludowe). Dans un premier temps, le processus d'unification s'est opéré au niveau régional ; les directions des deux partis ont suivi un mouvement lancé à la base. On peut le décrire comme un échange entre la crédibilité politique apportée par l'aile historique et la force organisationnelle détenue par l'organisation postcommuniste. Néanmoins, cette convergence d'intérêts ne suffisait pas à donner une unité idéologique et programmatique au mouvement. Il a été longtemps paralysé par ses divisions internes. Si le discours, l'identité et le programme s'inspirent des traditions agrariennes de l'entre-deux-guerres, la majorité des membres et l'infrastructure proviennent du parti « postcommuniste ». En effet, le parti unifié paysan avait 300 000 membres avant sa fusion, tandis que le PSL Wilanow en annonçait 30 000, évaluation très optimiste. Il élit à sa tête R. Bartoszcze, un des dirigeants de Solidarité rurale.

Ce processus aura aussi pour effet qu'en dehors des dirigeants les plus compromis avec le régime de type soviétique, l'ensemble de cadres resta en place et que contrairement au parti au pouvoir, le PSL<sup>12</sup> sauva son infrastructure immobilière et financière. La décommunisation ne le toucha que très relativement.

La prégnance des structures du parti « postcommuniste » au sein du PSL empêchera une unification plus large. Deux autres partis le concurrencent :

- le premier rassemble une minorité du PSL-Wilanow, qui a refusé la fusion avec un mouvement proche du régime communiste. Ils créeront le parti paysan – Bak (PSL-Bak) ;
- le deuxième est le parti paysan polonais Solidarité (PSL-S) issu de l'organisation d'opposition « Solidarité rurale ». Il agrège les militants qui estimaient devoir transformer leur organisation de nature syndicale en une formation partisane. Il est le continuateur de l'idéal de Solidarnosc dans les milieux ruraux.

Néanmoins, comme nous le verrons, le PSL parviendra à s'imposer comme la force dominante dans le mouvement agrarien. Ceci s'explique à la fois par la récupération de l'appareil organisationnel et la mobilisation des cadres locaux, mais aussi, comme

<sup>12</sup> <http://www.psl.pl/>.

le note F. Zalewski, par sa capacité à se réappropriier l'identité du mouvement paysan de l'entre-deux-guerres. « Cette réappropriation ne prend cependant pas les traits d'une redécouverte soudaine, à la faveur du passage à la démocratie, mais prolonge un mouvement entamé dès avant 1989 »<sup>13</sup>.

Durant plusieurs années, le PSL continua à être divisé entre des identités et des cultures politiques différentes. En juin 1991, il élit à sa tête un jeune président, W. Pawlak, âgé de trente-deux ans et issu du parti satellite, ce qui démontrait la prégnance des responsables du parti postcommuniste. Cependant, le jeune âge du nouveau dirigeant l'autorise à se dédouaner des « erreurs du passé » et à moderniser le discours et l'image du parti. Celui-ci bénéficiera de plusieurs avantages importants par rapport aux autres partis. Il garde un nombre important de membres, ce qui fait de lui le seul parti polonais de masse. Il possède un enracinement local important jusque dans les villages et une base sociale bien identifiée.

Durant cette période, W. Pawlak tenta durant un mois de former un gouvernement de coalition suite à l'instabilité politique continue du pays. Si celui-ci échoua, il parvint néanmoins à crédibiliser le parti et à le placer au centre de l'échiquier politique.

Mais, durant une première période, la faiblesse du PSL provient de la concurrence d'autres mouvements agrariens. Ainsi, aux élections de 1991, le PSL obtient 8,67% et 44 sièges et leur concurrent anticommuniste « l'accord paysan » (PL), 5,46% et 28 sièges. Aux élections législatives de 1993, le PSL réalisera un score historique avec 15,4% des suffrages et 132 sièges tandis que leur concurrent PSL-PL n'obtient plus que 2,3% et aucun siège. Il participe au gouvernement avec la gauche sociale-démocrate postcommuniste (SLD). Son leader dirigera le gouvernement à partir de mars 1995. En 1997, il fut lourdement sanctionné en n'obtenant plus que 7,31% et 22 mandats à la Diète. Si son concurrent anticommuniste a disparu, un nouveau concurrent agrarien « Samoobrona »<sup>14</sup> se présente mais n'obtint encore que 0,08%. Les élections suivantes montrent une stabilisation du score du PSL. En 2001, il obtient 8,98% et 37 sièges, en 2005, 6,95% et 27 sièges et en 2007, 8,91% et 31 sièges.

Le PSL participera à plusieurs gouvernements. Jusq'en 2007, il sera l'allié du SLD avec lequel il formera plusieurs coalitions « postcommunistes ». Il sera ainsi au pouvoir de 1933 à 1997 et de 2001 à 2003, lorsque le Premier ministre SLD, L. Miller, décidera de l'expulser de la coalition. Il gérait jusque-là le ministère de l'Agriculture et de l'Environnement. En 2007, le PSL décide de soutenir le gouvernement dirigé par la Plate-forme civique (PO). Il y envoie trois représentants : le Vice-premier ministre et ministre de l'Economie, W. Pawlak, le ministre de l'Agriculture, M. Sawicki et le ministre du Travail et de la Politique sociale, J. Fedak.

Les programmes du PSL sont plutôt flous en dehors de la défense des intérêts des campagnes, le parti défend une vision plutôt étatiste de l'économie. Sur la construction européenne, il est passé d'un euroscepticisme prudent, né des craintes d'une partie de

<sup>13</sup> F. ZALEWSKI, « Partis politiques et changement de régime en Pologne : Mobilisations autour de la restauration du parti paysan polonais PSL », *Revue française de science politique*, 54/6, décembre 2004, p. 911-913.

<sup>14</sup> Voir *infra* le texte de C. PELEN.

la paysannerie polonaise, à un soutien à l'intégration européenne afin de bénéficier des fonds de la politique agricole commune. Il siège au PPE. Il soutient des positions conservatrices sur les questions sociétales, en défendant les valeurs traditionalistes des campagnes polonaises.

Plusieurs remarques complémentaires doivent être faites. *Primo*, l'alliance PO-PSL permet aux agrariens du PSL d'apparaître comme capables de collaborer avec d'autres formations que celles issues ou héritières comme elle de l'ancien régime de type soviétique. La « coalition postcommuniste a vécu ». Cela permet au PSL de se transformer en parti pivot. *Secundo*, avec le SLD, le PSL est le seul parti polonais présent sans discontinuer dans tous les parlements depuis 1991, ce qui montre son enracinement réel dans la société polonaise. *Tertio*, le PSL est très faible dans les villes, mais bien implanté dans les villages. Ses scores aux élections municipales en attestent : en 2006, il est le parti qui compte le plus d'élus locaux. Au total, il obtient 4 840 sièges dans les conseils locaux, de powiat et aux conseils régionaux. La plupart des conseillers du PSL sont élus au niveau communal (3 890), dans les powiat (867), dans les conseils régionaux (83). On le voit, plus la structure institutionnelle représente les secteurs urbains, moins le PSL est représenté. *Quarto*, le PSL a réussi à survivre à la concurrence de deux mouvances agrariennes différentes : celle née de la tradition de solidarité et celle née avec Samoobrona.

Le PSL a donc réussi sa reconversion. Il est parvenu à garder une infrastructure organisationnelle importante, il a survécu à ses participations gouvernementales et à la concurrence d'autres mouvements agrariens. Enfin, dernièrement, il s'est affranchi de la tutelle de son allié historique et se positionne comme un parti pivot gérant au quotidien la modernisation des campagnes polonaises et l'arrivée des fonds communautaires.

### **Les cas analysés**

Passons maintenant en revue les autres cas qui sont analysés en profondeur dans cet ouvrage.

La Pologne a connu une autre formation agrarienne, Samoobrona (autodéfense), analysée par C. Pellen. Elle obtiendra des scores non négligeables – plus de 10% aux élections législatives de 2001 et de 2005. Elle se présente comme une organisation de défense du monde paysan, inquiet et subissant le coût social des transformations de l'agriculture polonaise. Sa dénonciation du néolibéralisme, les provocations médiatiques de son leader charismatique A. Lepper, lui vaudront le soutien d'un électorat dans les petites villes et dans les campagnes. Face à lui, le PSL apparaît comme le parti de l'*establishment* et des élites. Participant ou appuyant le gouvernement du PIS, Samoobrona va tenter de se normaliser afin d'augmenter ses chances de participer au pouvoir. Ce changement d'image lui coûtera cher électoralement. Il disparaît en effet de la Diète en 2007, victime de sa recherche d'honorabilité et de la bipolarisation entre le PIS des frères Kaczynski et la Plate-forme civique de tendance libérale. Enfin, les peurs liées à l'intégration européenne se sont évanouies dans les campagnes polonaises, qui reçoivent les premiers chèques de Bruxelles. La paysannerie polonaise qui formait le groupe le plus réticent à l'intégration européenne a fort évolué et est

devenue très largement favorable. L'euroscpticisme de Samoobrona n'est plus porteur et est concurrencé par d'autres formations.

L'analyse des partis agrariens ne peut faire l'économie du cas bulgare, abordé par A. Todorov. Ces partis y ont joué durant l'entre-deux-guerres un rôle important. Tout comme les polonais avec W. Witos, ils possèdent une figure emblématique en la personne de A. Stamboliiski. Sous le régime communiste, un parti satellite agrarien eut pour mission d'encadrer la paysannerie. Après 1989, comme dans toutes les anciennes démocraties populaires, une série de mouvements tentèrent d'accaparer l'héritage de l'ensemble de la mouvance agrarienne historique. Malgré l'instabilité politique et les crises importantes que la Bulgarie connut durant les premières années de sa démocratisation, aucun parti agrarien ne parvint à s'imposer. Ils furent divisés par un clivage dont l'actualité reste encore aujourd'hui potentiellement forte en Bulgarie, le clivage anticommuniste/postcommuniste. De petites formations agrariennes appuyèrent soit les bleus de la droite démocratique soit les rouges du parti socialiste bulgare (héritier du parti communiste) en participant à diverses formes de coalitions. Aujourd'hui, le paysage partisan bulgare ne comprend aucune formation politique autonome qui pèse d'un poids politique significatif.

Comme le montre S. Soare, la Roumanie connaissait aussi une tradition agrarienne importante durant l'entre-deux-guerres. Les agrariens gouverneront le pays durant quelques années. L'identité du parti est moins claire qu'en Bulgarie et ses élites sont fort peu issues du monde paysan. Ce parti se présente comme le défenseur des campagnes mais ce n'est pas son identité unique. Après la chute de Ceaușescu, le parti historique renaît rapidement et se positionne comme une des forces principales de l'opposition aux postcommunistes. Mais à nouveau, son implantation et sa représentation des campagnes sont loin d'être évidentes. Le parti national paysan (PNT) s'affirme avant tout par son anticommunisme. Il remporte les élections législatives de 1996 et dirige le premier gouvernement des forces anticommunistes. Ce passage au pouvoir se révéla un fiasco pour le parti par manque de cadres capables de gérer le pays. Il perd toute représentation parlementaire en 2000. Depuis, le parlement roumain ne comporte plus aucune organisation partisane agrarienne.

En Hongrie <sup>15</sup>, comme dans toute la région, les agrariens jouent un rôle important durant l'entre-deux-guerres. Leur force provient de leur capacité à représenter des intérêts différents. Après 1989, le parti des petits propriétaires FGKP soutiendra les premiers gouvernements de droite en Hongrie. Il est une force d'appoint pour former des coalitions au niveau national ou local. Il perd toutefois toute représentation parlementaire en 2002, victime de la bipolarisation de la vie politique hongroise, de la concurrence du parti de droite populiste Fidesz et de son incapacité à former des élites politiques modernes et aptes à gérer un pays en transformation rapide, provoquée par l'entrée dans l'Union européenne et la mondialisation.

En République tchèque <sup>16</sup>, les agrariens connaissent leur âge d'or durant l'entre-deux-guerres. Sans représenter une force électorale importante, ils feront partie de tous les gouvernements et en dirigeront certains. Ils sont un parti pivot capable de

<sup>15</sup> Voir *infra* le texte de C. NIKOLENYI.

<sup>16</sup> Voir *infra* le texte de M. MARES et P. PSEJA.

s'allier à différentes formations politiques. En revanche, après la chute du régime communiste, les agrariens auront bien des difficultés à retrouver leur lustre d'antan. Une tentative de participer à une coalition à l'identité assez floue leur permettra d'être représentés au parlement jusqu'en 1996. Ils n'occupent plus aucun mandat par la suite. La société tchèque a, il est vrai, beaucoup changé ; le nombre d'agriculteurs a fort diminué et ne forme plus une clientèle électorale suffisante pour envoyer des représentants au parlement tchèque.

Analysée par Janis Ikstens, la Lettonie est aussi un cas intéressant et original. Fort des solides traditions de l'entre-deux-guerres, le parti agrarien va renaître. Il a disparu du parlement pendant quelques années mais son implantation locale lui a permis d'y revenir. Il formera aussi un cartel avec le parti vert et participera au gouvernement letton.

### **Une tentative de comparaison**

Après avoir passé en revue les évolutions des différents partis agrariens, nous pouvons tenter une comparaison de l'état des partis agrariens en Europe centrale au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Afin de comprendre la situation actuelle, il faut tenir compte de trois strates historiques différentes qui vont influencer leurs développements. Ils s'enracinent dans un terreau historique composé de trois couches sédimentaires : l'entre-deux-guerres, le régime communiste et la période de transformation politique et économique après 1989.

Nous l'avons vu, la période de l'entre-deux-guerres constitua l'âge d'or des partis agrariens. Dans la quasi-totalité des Etats de l'Europe centrale, ils représentaient des forces politique significatives, qui participaient régulièrement au pouvoir. Leurs forces électorales pouvaient varier mais partout leur influence politique était incontournable. Ils ont aussi donné aux pays des personnalités qui marquèrent leur vie politique et leur histoire. Il suffit de se promener dans la région pour constater leur présence dans les noms des rues, des places, par leurs statues ou leur portraits sur les billets de banques. Dans un certain nombre de cas, ils étaient même en état à certains moments de diriger seuls le pays ; dans d'autres, ils formaient un parti pivot capable, grâce à des positions centristes, de s'allier tant avec la gauche qu'avec la droite.

L'Europe centrale fut donc avec la Scandinavie, la région qui a vu la naissance et le développement des partis agrariens.

Plusieurs éléments d'explication peuvent être avancés. Il y a tout d'abord, évidemment, la structure économique de ces sociétés, marquées par la force de la paysannerie. Durant cette période, la paysannerie est très largement majoritaire. En 1918, 78% de la population roumaine est composée de paysans : en Bulgarie 80%, en Yougoslavie 75%, en Pologne 63%, en Hongrie 55% et en Tchécoslovaquie 34%.

L'urbanisation et l'industrialisation sont en retard dans la périphérie orientale de l'Europe. La Tchécoslovaquie fait exception, mais surtout dans la partie tchèque. En 1914, les pays d'Europe centrale peuvent être divisés entre ceux basés sur une petite paysannerie et ceux basés sur de grandes propriétés terriennes. La première catégorie comprend la Bulgarie et la Serbie ; la deuxième, les territoires compris dans l'Autriche-Hongrie, l'ensemble de la Pologne et de la Roumanie.

La structure de propriété se compose dans des Etats comme la Pologne, la Roumanie, la Hongrie de grandes propriétés et d'une multitude de paysans vivant dans la misère et sur des lopins de terre minuscules. La question agraire est une des principales questions à l'agenda politique. Des réformes agraires seront menées avec des ampleurs diverses, sous la pression et la peur de la Révolution bolchévique et des mouvements révolutionnaires qui avaient secoué la Hongrie par exemple.

Un autre élément d'explication réside dans la difficulté des autres formations politiques à encadrer la paysannerie. En effet, les partis de droite répugnaient souvent à défendre les intérêts des masses paysannes et les partis de gauche, parfois faibles et divisés, ne considéraient pas toujours les campagnes comme un lieu prioritaire pour leur mobilisation politique. Cela laissa un espace politique pour des organisations agrariennes de nature différente comme nous l'avons vu. Dans certains cas, ils défendaient prioritairement les intérêts paysans comme en Bulgarie ou en Pologne ; parfois comme en Hongrie ou en Roumanie, ils agrégeaient des intérêts différents et furent, de fait, des partis interclassistes.

Enfin, durant l'entre-deux-guerres, la période de démocratie parlementaire fut de courte durée. Au milieu des années vingt, les régimes devinrent partout soit autoritaires, soit des démocraties limitées, sauf en Tchécoslovaquie. Les expériences des formations agrariennes luttant dans un cadre politique démocratique furent donc brèves.

L'instauration du régime communiste constitue partout une césure importante et souvent dramatique. La campagne va subir des changements colossaux parfois à des rythmes accélérés. L'agriculture est collectivisée et le paysan devient employé, changeant ainsi de statut social et salarial. Dans certains pays, les campagnes se modernisent avec l'électrification, l'arrivée de services sanitaires et d'enseignement. Les situations resteront contrastées entre les différents pays, mais aussi – on l'oublie souvent –, à l'intérieur des Etats. La Pologne fait exception puisque l'agriculture dans sa grande majorité restera privée, ce qui ne l'empêchera pas de connaître des périodes de crise de distribution de la production agricole comme d'autres Etats de la région.

Les organisations partisans satellites du parti communiste ne seront pas rares mais ce seront souvent des coquilles vides, sans représentation et fonction sociale réelles. La Pologne fera à nouveau exception. Le ZSL jouera un rôle réel durant le régime communiste. Il représentera les intérêts de la paysannerie et l'encadrera en gérant l'ensemble des infrastructures du monde rural et en créant des lieux de sociabilité symbolique importante comme les brigades de pompiers. La force de ces organisations satellites se mesure à la rapidité de leur disparition ou à leur capacité à se transformer. Le ZSL bénéficiait d'une autonomie limitée et relative, mais réelle. En Pologne, le parti démocratique qui ne représentait pas un groupe social bien identifié et organisé disparaîtra rapidement tandis que les agrariens connaîtront le processus de mutation que nous avons évoqué précédemment. Le parti populaire tchèque qui bénéficiait d'une autonomie des plus limitées parviendra néanmoins, après des transformations au sommet du parti et des rapprochements avec d'autres formations et personnalités non suspectes de collaboration avec le régime communiste, à poursuivre sa vie politique grâce aussi à son implantation locale.

Il n'y a donc ni règle, ni permanence ou automatisme. Certains partis satellites agrariens ont disparu rapidement ou se sont fondus dans des ensembles plus larges. D'autres sont parvenus à muer avec succès. D'autres enfin ont connu des premiers succès avant de disparaître quelques années après le changement de régime. L'existence d'un parti satellite agrarien n'a pas permis automatiquement la création de partis paysans forts et structurés mais elle a pu, dans certains cas, récupérer à leur profit des structures organisationnelles ou des éléments liés à la mémoire collective.

La troisième période est celle de l'émergence et de la consolidation des organisations partisans agrariennes. Les paysages partisans ont connu une première phase de grande fluidité partisane. Pour les partis agrariens, cela a correspondu à l'émergence dans chaque pays d'une multitude de partis agrariens et/ou paysans qui se présentaient comme les héritiers du parti historique de l'entre-deux-guerres. La bataille pour la récupération de l'héritage historique occupait l'agenda politique des premiers partis agrariens après 1989. Les liens avec ces formations étaient souvent ténus. Comme preuve de leurs revendications, les partis pouvaient tout au plus présenter des anciens membres de ces formations, forcément fort âgés ou des membres des familles des anciens dirigeants. Le maintien de la sociabilité agrarienne durant le régime communiste dépend des périodes et des pays.

Il faudra attendre quelques années et deux ou trois élections législatives pour qu'une clarification s'effectue comme dans toutes les autres familles politiques. Des fusions se sont déroulées dans certains cas ; dans d'autres, des reclassements politiques se sont opérés afin de tenter de sauver le parti.

### **Conclusions**

Les trajectoires ont donc été nombreuses et diversifiées. Néanmoins, il est possible de tirer de ces parcours spécifiques des enseignements généraux pour la famille des partis agrariens.

Premièrement, il n'y a aucune automaticité « historique ». Le fait d'avoir de fortes traditions agrariennes et un parti structuré et implanté durant l'entre-deux-guerres ne produit pas automatiquement des organisations agrariennes fortes après 1989. Parfois celles-ci sont aujourd'hui faibles, divisées, voire même groupusculaires dans des pays aussi emblématiques pour la famille agrarienne que la Roumanie, la République tchèque ou la Bulgarie. En fait, les traditions et les symboles de l'âge d'or des partis agrariens ont constitué des ressources politiques et symboliques qui ont pu parfois être récupérées, reclassées, transformées et utilisées dans la construction de nouvelles organisations partisans. L'existence d'une tradition constitue donc un terreau favorable mais pas suffisant pour expliquer la situation des partis agrariens en Europe centrale et orientale. Il y a en effet autant de continuités que de ruptures. D'autres paramètres sont à prendre en cause si l'on veut « expliquer la présence de partis agrariens forts ou possédant une influence politique ou la disparition de celles-ci ».

Deuxièmement, le parcours des partis agrariens confirme l'échec général des tentatives de renaissance des partis historiques de l'entre-deux-guerres après la chute du régime communiste. En effet, dans tous les Etats de la région, on vit des tentatives de redonner vie aux principales organisations politiques de l'entre-deux-guerres. Ce phénomène dépassa très largement la mouvance agrarienne. Des partis

sociaux-démocrates, libéraux, démocrates chrétiens, conservateurs, agrariens etc. furent ainsi recréés. Au mieux, ces partis ne parvinrent pas à entrer dans les premier et deuxième parlements élus démocratiquement, mais de façon générale ils disparurent rapidement. Ces formations devaient faire face à la concurrence de nouvelles forces politiques plus en phase avec les réalités politiques nouvelles. Les vieux dirigeants historiques ou leurs familles maintenant les partis historiques dans un style, un programme et des positions dépassés à force de vouloir montrer la continuité avec la période de l'entre-deux-guerres. Les uns se dirent royalistes, les autres prirent des positions très conservatrices en matière de mœurs ou ravivèrent des débats politiques dépassés depuis des décennies. Le rejet du communisme ne rendait pas attirants pour autant les représentants des vieilles forces politiques qui avaient aussi une responsabilité dans la situation sociale de l'entre-deux-guerres. Pour ces partis historiques, l'histoire fut bien plus un poids trop lourd à porter qu'une ressource dont ils purent profiter pour se construire une nouvelle identité.

Troisièmement, la comparaison des parcours et des évolutions des partis agrariens démontre que l'existence d'un parti satellite « agrarien » ne constitue pas non plus un paramètre discriminant. Tous les cas de figure existent. La plupart de ces partis ont rapidement disparu, malgré différentes tentatives de reconversion. Si la Pologne constitue une reconversion réussie, c'est que le parti « satellite » possédait une implantation réelle et jouait un rôle social concret. Il n'était pas qu'un parti satellite. Son implantation dans les villages lui a permis de résister aux tentatives concurrentes. Mais il faut aussi souligner un autre facteur important. Dans certains Etats du Sud-est européen, les héritiers du parti au pouvoir ont gardé une implantation et une influence non négligeable dans les campagnes. En Roumanie et en Bulgarie, ils réalisent leurs meilleurs scores dans les campagnes et dans les villages. La présence d'élites et d'encadrements politiques empêchera le développement d'autres organisations partisanses <sup>17</sup>.

Quatrièmement, il n'y a pas de corrélation entre l'importance de la population vivant de l'agriculture ou le poids des campagnes et la force des partis agrariens. La Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie n'ont pas aujourd'hui de parti agrarien fort, malgré l'importance du monde rural. Les pays baltes démontrent l'inverse et la Pologne est le seul cas où il y a concordance entre une population rurale importante et la représentation agrarienne. Ce qui compte surtout est de savoir si l'organisation agrarienne parvient à mobiliser son électorat naturel comme dans les pays baltes ou si elle est concurrencée par d'autres formations comme en Bulgarie, en Roumanie et en Hongrie.

Enfin, le bilan des partis agrariens aujourd'hui dans la région est fort mitigé. Ils ont totalement disparu de certains Etats mais continuent à jouer un rôle non négligeable ailleurs. Les parcours sont à nouveaux différenciés. Parfois, les partis ont perdu toute représentation parlementaire avant de disparaître ou de s'unir à d'autres formations ; parfois, ils sont parvenus à regagner une représentation parlementaire. Au delà des

---

<sup>17</sup> Le vote paysan ira en priorité vers les ex-communistes en Roumanie et en Bulgarie et vers le PSL en Pologne. Tous trois sont issus du régime communiste. Les pays baltes, l'Albanie ou la Hongrie ne connaissent pas cette configuration. Le vote pour les sociaux-démocrates en Hongrie est un vote urbain.

spécificités nationales, différents facteurs expliquent la perte d'influence de ces formations : l'industrialisation des pays durant les régimes de type soviétique qui réduisit très sensiblement la population vivant dans les zones rurales, l'implantation dans ces zones de formations politiques non agrariennes (sauf en Pologne), la difficulté à retrouver une identité politique lisible après 1989 et l'échec général de la renaissance des partis historiques.

Là où ils sont parvenus à s'adapter aux nouvelles réalités politiques, les partis agrariens se transforment en partis centristes et en partis pivot pouvant aider à former des coalitions gouvernementales. Malgré leurs forces électorales relatives, ils participent au pouvoir, en gérant souvent le ministère de l'Agriculture et doivent alors gérer la transformation et la modernisation du monde rural accélérée par l'insertion dans la politique agricole commune et désormais aussi les importants fonds communautaires. Une tendance à s'intéresser aux questions environnementales a aussi commencé à se manifester dans cette mouvance.

D'une part, il serait donc très étonnant que des partis agrariens se développent à nouveau en Europe centrale dans les années à venir. Même s'il n'est pas exclu que dans certains cas, ils regagnent une petite partie de l'influence perdue. Les effets de la modernisation des campagnes sont encore incertains. Ce processus produit des « gagnants » et des « perdants ». Ces derniers pourraient être tentés de délaissier les partis agrariens institutionnalisés et rejoindre les partis protestataires qui voient le jour partout dans la région.

D'autre part, dans certains pays, les partis agrariens se sont reconstruits et bénéficient de structures solides. Ils continueront dans ces cas-là à jouer leur rôle de partis pivot défendant les intérêts de leurs électeurs. Ils seront alors sans doute inscrits dans la durée dans leur paysage politique national.

